

BnF : Personnels déterminés, toutes et tous en grève samedi 12 janvier 2019 !

**Pour une grève toujours plus active
et visible : RDV 12h HALL EST sur
le piquet de grève !**

Cela fait maintenant plus de 8 mois que les personnels de la BnF se mobilisent sans relâche, dans la grève et dans des actions fortes, sur divers préavis de grève intersyndicaux (CGT-FSU-SUD) et un préavis de grève illimité déposé par la section SUD Culture de la BnF au mois de juillet dernier. La direction de la BnF, de son côté, se contente de « mesurètes » pour amadouer le personnel, quand elle ne joue pas directement le chantage pour casser la mobilisation. A croire que cette dernière n'a toujours pas compris la détermination des agent-es de la BnF à obtenir de vraies solutions au sous-effectif, à la précarité, ou encore aux mauvaises conditions de travail qui rongent leur quotidien et nuisent aux missions de service public.

**La section SUD Culture appelle donc
à la grève samedi 12 janvier, pour
un début d'année de lutte ! La
balle est dans le camp de la
direction qui doit cesser son**

chantage et ne pas renier ses engagements !

Retour sur les revendications des personnels et les négociations :

Pour l'appel de toute la liste complémentaire du recrutement de magasiniers/ères avant fin 2019 !

L'appel des 35 personnes de cette liste complémentaire permettrait de titulariser 10 « vacataires » de la BnF, de les sortir ainsi de la précarité et de renforcer des équipes de magasinage en sous effectifs.

Or, pour l'instant, la direction ne prévoit d'appeler que 6 personnes, sur toute l'année 2019, alors que sur les 280 postes perdus en 10 ans à la BnF, 90 concernent les magasiniers/ères ! La direction s'adonne également au chantage, évoquant l'appel éventuel de 6 personnes en plus, sans garantie, si les organisations syndicales acceptent le projet de réorganisation du service public à Tolbiac (voir plus bas) !

► *De qui se moque-t-on ? Exigeons de la direction un calendrier d'appel de toute la liste d'ici novembre 2019 (fin de validité légale de la liste !), et un abondement budgétaire du ministère pour 2019, car ce dernier est aussi responsable de la situation en appliquant les mesures anti Fonction Publique décidées par l'Etat !*

Pour le passage en CDI des 13 « vacataires » laissé-es sur le carreau !

Alors que la direction annonçait le 04 décembre dernier le

passage en CDI des 19 « vacataires » qui ont été abusivement embauché-es en CDD durant des années sur des besoins en fait bien permanents, cette dernière est revenue sur son annonce, de manière totalement arbitraire, pour ne faire passer en CDI que 6 agent-es, laissant ainsi 13 « vacataires » dans la grande précarité, avec seulement de nouveaux contrats de quelques mois !

Cette attitude mesquine, qui joue sur les situations d'agent-es pour qui chaque fin de contrat engendre stress et souffrance, est totalement inacceptable, la direction ayant clairement annoncé que le passage en CDI de tous/tes ces collègues devraient s'accompagner d'un reniement de l'intersyndicale CGT-FSU-SUD sur plusieurs autres revendications !

► *Stop au chantage et à la pression sur les plus précaires ! La direction de la BnF doit faire passer en CDI nos 13 collègues maintenant ! C'est une mesure de justice sociale et cela correspond aux besoins des services !*

Pour le retrait du projet de réorganisation du service public à Tolbiac (et bientôt Richelieu !)

Ce projet de la direction, qui sera présenté en réunions de départements dès janvier pour tenter de leurrer les personnels, porte en lui des mesures particulièrement inacceptables qui sont autant de lignes rouges :

> mise en place de cycles de travail mardi-samedi (adieu récupérations et le bénéfice du repos le samedi !) pour les magasiniers/ères titulaires

> augmentation du nombre de samedis travaillés pour les titulaires et concentration des heures supplémentaires sur ces journées (adieu aux vrais weekends et aux heures supplémentaires pour le travail interne des magasiniers/ères)

> recours aux contrats ultra précaires d' « étudiant-es », qui ne reposent sur aucun fondement réglementaire, pour remplacer

une partie des « vacataires » avec du personnel corvéable et « jetable ». Cette nouvelle ultra-précarité est une régression sociale énorme, loin des discours sur la « sortie de la précarité » de la direction.

> fermeture des magasins le samedi matin à Tolbiac (réduction du service au public et équipes présentes pour $\frac{1}{2}$ journée qui auront tout de même tout le travail à faire)

► *Le mot magique du « volontariat » brandi par la direction, laissant croire que les personnels iront d'eux et elles mêmes chercher cette dégradation de leurs conditions de travail, souvent pour quelques euros de plus puisque les collègues en difficultés financières sont clairement visé-es, ne convaincra personne. La direction elle-même prévoit de faire passer ces mesures dans le règlement intérieur dès 2020, après une phase d' « expérimentation » ! Faisons massivement barrage à ce projet pour sauvegarder nos droits et nos conditions de travail !*

► Richelieu concerné aussi ! La direction a récemment annoncé qu'une réorganisation du Service Public aura aussi lieu sur les sites du quadrilatère, à l'orée de 2021, sans clairement annoncer la couleur des mesures qui seront appliquées ! Continuons d'exiger des bonnes conditions de travail pour les personnels de Richelieu, la préservation du bâtiment Louvois et l'arrêt du projet de fusion des salles de lecture !

Primes et conditions de travail : des avancées renvoyées à de nouvelles échéances

Grâce à la mobilisation des personnels, la direction a dû consacrer 320 000 euros (sur les 540 000 reçus du ministère de la Culture) en décembre à améliorer le régime indemnitaire des titulaires de la filière bibliothèques (même si trop peu de magasiniers/ères ont été concerné-e-s). Les 220 000 euros restants sont reportés sur 2019 et s'ajouteront à une nouvelle enveloppe de 540 000 euros qui doit servir à mettre en œuvre un plan d'action de relavorisation des régimes indemnitaires,

en particulier pour les agent-e-s de catégorie C, pour qui la définition du minimum indemnitaire sera désormais plus favorable. Si il s'agit d'une avancée importante sur le principe, obtenue grâce à la grève, le contenu exact de ce plan d'action doit encore faire l'objet de négociation et notre organisation syndicale appelle donc à la prudence, tant la direction a tendance à revenir sur ses engagements dernièrement et tant que les choses ne sont pas actées en détail par écrit.

Concernant les conditions de travail, la direction a dû annoncer l'accélération des mesures concrètes (travaux/aménagements) qui seront mises en place pour améliorer les conditions de travail en particulier sur le site de Tolbiac, mais le calendrier reste imprécis et nous restons vigilant-e-s sur la mise en œuvre réelle de ces mesures !

Collègues en difficulté en raison des prélèvements sur salaire pour motif de grève, pensez-à la caisse de solidarité !

Depuis plusieurs mois une caisse de solidarité a été mise en place, alimentée par les dons du public solidaire (d'où l'importance aussi d'être nombreux/ses pour aller à sa rencontre), une cagnotte en ligne, le reliquat de la caisse de 2016 ou encore grâce aux dons de structures syndicales de Solidaires.

Plusieurs permanences de redistribution ont déjà été organisées, et d'autres le seront prochainement.

Pour toute question, contactez notre organisation syndicale.

Tous et toutes en grève

samedi 12 janvier 2019

**Pour une grève toujours plus
active et visible : RDV 12h
HALL EST
sur le piquet de grève (votre
présence compte !)**

**(pique-nique solidaire le midi, apportez de quoi
déjeuner !)**



Section de la Bibliothèque nationale France

Le 8 janvier 2019

Messageries : sud@bnf.fr et sudbnf@hotmail.fr

Notre site internet : sudculturebnf.wordpress.com